



PHOTO: USAID / NATALIE BAILEY

« Le programme a fourni un large forum public pour les gens, chose qui n'existait pas avant, et aujourd'hui il y a plus de transparence. »

- Valencia Ranarivelo, Coordonnatrice de Projet auprès de World Wildlife Fund

USAID MADAGASCAR: PREVENIR LES CRIMES ENVIRONNEMENTAUX

En regardant le gros tronc d'arbre qui git à ses pieds, Pierre Sampilahy, Chef patrouilleur du groupement forestier communautaire de Mitsinjo, dans le nord-est de Madagascar, ne peut s'empêcher de remarquer: « Celui-là est destiné au marché. Ce n'est pas du bois qu'on utilise au village. »

Madagascar est un sanctuaire pour plus de 5% des espèces mondiales de plantes et d'animaux et constitue une priorité pour la conservation de la biodiversité dans le monde. Mais les collectivités se sentent découragées quand des étrangers viennent leur prendre les ressources de leurs forêts et face à l'inertie du gouvernement pour leur venir en aide. Et comme elles sont mal reliées aux grandes villes ou à la capitale Antananarivo, les collectivités ont des difficultés à faire entendre leur voix.

Mais il y a un début de changement. Entre 2013 et 2016, l'USAID a appuyé un programme d'une valeur de 2,25 millions USD dont les objectifs étaient d'autonomiser les communautés, d'améliorer la conservation des forêts et des aires protégées et de donner la parole à la population locale. Ce programme a permis un suivi plus précis, direct et avisé des ressources naturelles ainsi qu'une application de la loi en travaillant avec diverses parties prenantes, dont les villages et les réserves forestières ainsi que les organisations de la société civile et les groupes de plaidoyer. En collaboration avec la société civile et le gouvernement, une coalition d'ONG composée notamment de World Wildlife Fund, de Conservation International, de Wildlife Conservation Society et de TRAFFIC a exécuté le programme.

Aujourd'hui, avec une formation en suivi et application de la loi grâce à l'USAID et à ses partenaires, Pierre Sampilahy et son équipe de cinq patrouilleurs communautaires arrivent à mieux surveiller les forêts et à les protéger. Les patrouilleurs inspectent régulièrement la forêt de la communauté, collectent des données sur l'utilisation autorisée des arbres, sur les exploitations illicites et les changements que subit la forêt. Quand ils se trouvent en face d'une violation, à l'instar de l'arbre récemment abattu que Pierre a trouvé, ils enregistrent les données dont un point sur GPS et envoient un rapport aux autorités. Cette coordination permet aux gestionnaires du parc de réagir de manière ciblée et en temps utile aux changements et aux nouvelles menaces posées à la zone.

Selon Valencia Ranarivelo, Coordonnatrice de Projet auprès de World Wildlife Fund, « nous œuvrons pour un système plus équitable pour la population locale et les ressources naturelles dont elle dépend. Les communautés des zones forestières où nous travaillons se sentent plus proches les unes des autres, plus efficaces et moins isolées qu'auparavant. »